

DEPARTEMENT DE LA MARNE

**Communes de REIMS, BETHENY, BEZANNES, CORMONTREUIL,
SAINT-BRICE-COURCELLES, TINQUEUX, CERNAY-LES-REIMS,
PRUNAY, SILLERY, PUISIEULX, TAISSY, TROIS-PUITS, SAINT-
LEONARD, VILLIERS-AUX-NŒUDS, CHAMPIGNY et CHAMPFLEURY**

***PROJET DE PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE DE
L'AGGLOMERATION REMOISE (REIMS-METROPOLE)***

ENQUETE PUBLIQUE

du 18 Mai 2015 au 19 Juin 2015

RAPPORT

et

CONCLUSIONS MOTIVEES

de la

COMMISSION D'ENQUETE

SOMMAIRE

TITRE I : RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUETE	03
CHAPITRE I : GENERALITES-OBJET DE L'ENQUETE	03
I.1 Objet de l'enquête	03
I.2 L'arrêté préfectoral	04
I.3 Le dossier d'enquête	06
I.4 Les avis recueillis préalablement à l'enquête	06
CHAPITRE II : ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE	09
II.1 Organisation de l'enquête	09
II.1.1 Désignation de la commission d'enquête	09
II.1.2 Etude du dossier d'enquête et concertation préalable	09
II.1.3 Permanences des commissaires enquêteurs	10
II.2 Information du public- Publicité	10
II.2.1 Par voie de presse	10
II.2.2 Par affichage	11
II.2.3 Par voie électronique	11
II.3 Recueil des observations du public	11
II.3.1 Consultations au cours des permanences en mairies	11
II.3.2 Consultations hors permanences	13
II.3.3 Observations reçues par courrier postal	13
II.3.4 Observations reçues par voie électronique	13
II.3.5 Nombre des observations formulées et synthèse	13
CHAPITRE III : ANALYSE DES OBSERVATIONS	14
TITRE II : CONCLUSIONS MOTIVEES DE LA COMMISSION D'ENQUETE	21
ANNEXES (liste)	25

TITRE I : RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUETE

CHAPITRE I : GENERALITES - OBJET DE L'ENQUETE

I.1 Objet de l'enquête

Depuis les années 1970, la France est dotée d'un dispositif de surveillance de la qualité de l'air, mis en place suite aux plaintes de citoyens autour de zones industrielles plus ou moins importantes.

Le milieu urbain se développant peu à peu, les stations de mesures ont migré des zones industrielles vers les centres ville et les périphéries urbaines.

Suite à diverses situations de pollutions intervenues au milieu des années 1990, la qualité de l'air est devenue une préoccupation plus prégnante, qui s'est traduite par la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 Décembre 1996 (loi LAURE codifiée aux articles L220-1 et suivants du code de l'environnement).

Cette loi réglemente la surveillance de la qualité de l'air, la soumet à diverses obligations et délègue les missions de surveillance à des organismes agréés, les associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA).

En Champagne-Ardenne, le suivi de la qualité de l'air est assuré par ATMO Champagne-Ardenne, association agréée par l'AASQA. La mission d'ATMO concerne la surveillance de la qualité de l'air, la prévision des épisodes de pollution, l'évaluation de l'impact des mesures de réduction des émissions et l'information des autorités et du public.

Deux polluants réglementés sont plus particulièrement suivis sur le territoire de l'agglomération rémoise : les poussières de diamètre inférieur à 10 µm (PM10) et le dioxyde d'azote (NO2), qui ont tous deux des impacts sanitaires reconnus : asthme, allergies, maladies respiratoires ou cardiovasculaires, cancers.

En 2014, ATMO dispose de 15 stations de mesures, dont 3 sur le territoire de REIMS-METROPOLE, qui permettent le suivi de la qualité de l'air en des points précis et la modélisation des concentrations en polluants à l'échelle régionale ou locale.

L'article L222-4 du code de l'environnement impose que soit élaboré un Plan de Protection de l'Atmosphère, pour les agglomérations de plus de 250000 habitants et pour les zones où certaines normes de concentrations de polluants sont dépassées.

Ce plan a pour objet de définir, au travers d'un plan d'actions concrètes, des mesures préventives et correctives pour atteindre des concentrations de polluants dans l'air ambiant respectant les valeurs réglementaires.

Un PPA local, en complément des plans prévus à l'échelle nationale, comporte des mesures visant à traiter de la qualité de l'air à l'échelle locale sur une durée de 5 années, en concertation avec les collectivités territoriales, les services techniques, les industriels, la société civile.

Les dépassements récurrents des valeurs limites réglementaires sur l'agglomération de REIMS de la concentration des polluants suivis par ATMO Champagne-Ardenne, a conduit les pouvoirs publics à prescrire la mise en place d'un Plan de Protection de l'Atmosphère.

Un arrêté préfectoral du 22 Octobre 2012 a prescrit cette mesure sur un périmètre constitué des 16 communes incluses dans le nouvel établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion de la Communauté d'Agglomération « REIMS METROPOLE », de la communauté de communes de TAISSY et des communes de SILLERY, CHAMPIGNY et CERNAY-LES-REIMS.

La population concernée par ce PPA, chiffrée au 1^{er} Janvier 2011, est de 217089 habitants.

Le dossier élaboré après des études techniques approfondies, et en concertation avec un comité technique défini par l'arrêté préfectoral du 22 Octobre 2012, associant tous les acteurs concernés par le sujet (Etat, collectivités territoriales, établissements publics locaux, organismes professionnels, associations et personnalités qualifiées), présente le contexte du PPA, un diagnostic du territoire, les objectifs, et enfin un programme d'actions.

Les actions envisagées sur les 5 années du plan, concernant les transports, le secteur agricole, le secteur résidentiel et tertiaire, l'industrie, se donnent pour ambition de réduire en moyenne de 29% les émissions de dioxyde d'azote, et de 34% les émissions de particules PM10.

Les préconisations, issues des ateliers de travail regroupant les acteurs locaux, et validées par le comité de pilotage PPA au printemps 2013, se traduisent par :

- 9 actions « transport et urbanisme »
- 7 actions « agriculture et chauffage résidentiel/tertiaire »
- 4 actions « industrie et artisanat »
- 3 actions « transversales »

Le projet prévoit également un dispositif de mise en œuvre et de suivi du PPA, un comité de suivi devant se réunir au moins une fois par an pour préparer la présentation de l'avancement des actions au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Tel est l'objet de ce dossier instruit par le Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de CHAMPAGNE-ARDENNE, soumis à la présente enquête qui s'est tenue du lundi 18 Mai 2015 au vendredi 19 Juin 2015.

I.2 L'arrêté préfectoral

Par arrêté préfectoral du 10 Avril 2015, le Préfet de la Marne a prescrit l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération rémoise (REIMS-METROPOLE), sur les territoires des communes de REIMS, BETHENY, BEZANNES, CORMONTREUIL, SAINT-BRICE-COURCELLES, TINQUEUX, CERNAY-LES-REIMS, PRUNAY, SILLERY, PUISIEULX, TAISSY, TROIS-PUITS, SAINT-LEONARD, VILLERS-AUX-NŒUDS, CHAMPIGNY et CHAMPFLEURY.

Cet arrêté a repris comme suit la désignation de la Commission d'Enquête, suite à la décision E15000042/51 du 18 Mars 2015 du Président du Tribunal Administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE :

- Président : M. Edoire SYGUT Ingénieur Divisionnaire des TPE en retraite
- Titulaires : M. François ROUALET Géomètre-expert, et Mme Ingrid LENGELLE Professeur des écoles
- Suppléant : Mme Valérie COULMIER Ingénieur hygiène-sécurité-environnement

En cas d'empêchement de M. Edoire SYGUT, la présidence de la Commission sera assurée par M. François ROUALET.

En cas d'empêchement de l'un des membres titulaires, celui-ci sera remplacé par le commissaire suppléant.

L'arrêté a de plus défini les modalités de l'enquête :

- la mairie de REIMS est désignée comme siège de l'enquête.
- l'enquête se tiendra durant 33 jours consécutifs du lundi 18 Mai 2015 au vendredi 19 Juin 2015 à 16h00.
- un dossier sera déposé dans chacune des 16 mairies des communes citées ci-dessus pendant toute la durée de l'enquête, aux jours et heures d'ouverture habituelles des mairies
- L'avis d'enquête sera téléchargeable sur le lien internet indiqué dans l'arrêté
- Un registre sera ouvert dans chacune des 5 communes suivantes : REIMS, PRUNAY, SILLERY, BEZANNES et BETHENY, pour y recevoir les observations, propositions et contre-propositions du public, celles-ci pouvant également être adressées pendant toute la durée de l'enquête à l'attention du Président de la Commission d'Enquête à la mairie de REIMS, siège de l'enquête, ou par voie électronique à : ddt-seepr-icpe@marne.gouv.fr
- La commission d'enquête siègera aux lieux, dates, et horaires suivants :
 - A la mairie de REIMS : lundi 18 Mai 2015 de 10h00 à 12h00, le samedi 06 Juin 2015 de 10h00 à 12h00, et le vendredi 19 Juin 2015 de 14h00 à 16h00.
 - A la mairie de PRUNAY : le jeudi 28 Mai 2015 de 10h00 à 12h00
 - A la mairie de BEZANNES : le mercredi 03 Juin 2015 de 16h00 à 18h00
 - A la mairie de BETHENY : le vendredi 12 Juin 2015 de 10h00 à 12h00
 - A la mairie de SILLERY : le mercredi 17 Juin de 16h00 à 18h00

L'arrêté préfectoral a également rappelé les modalités d'affichage et de publicité applicables en l'espèce, et les suites à donner par la Commission d'Enquête au terme du délai d'information du public.

Une copie de l'arrêté est jointe au présent rapport (*annexe 1*).

I.3 Le dossier d'enquête

Le dossier soumis à l'enquête a été élaboré par les services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de CHAMPAGNE-ARDENNE.

Il comporte les documents suivants:

pièce 1 : résumé non technique et arrêté préfectoral de prescription du PPA

pièce 2 : projet de PPA

pièce 3 : procès-verbal du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la MARNE (CODERST) daté du 11/09/2014

pièce 4 : retour de la phase de consultation des collectivités

Il comprend également un dépliant de 4 pages intitulé « Synthèse Grand Public ».

Le dossier proposé au public comprend également l'arrêté préfectoral du 10 Avril 2015 ordonnant l'ouverture de l'enquête, et dans chacune des 5 communes retenues comme lieux de tenue des permanences des commissaires enquêteurs, un registre dûment coté, paraphé et complété par un membre de la Commission d'Enquête.

Ces dossiers ont été disponibles et consultables pendant 33 jours consécutifs, du lundi 18 Mai 2015 au vendredi 19 Juin 2015, dans les 16 mairies aux jours et heures habituels d'ouverture, et pendant les permanences des commissaires enquêteurs pour ce qui concerne les communes de REIMS, PRUNAY, SILLERY, BEZANNES et BETHENY.

Le public a pu prendre connaissance du dossier, et mentionner ses observations, propositions et contre-propositions soit sur les registres mis à disposition dans les 5 communes citées ci-dessus, soit en les adressant par correspondance au Président de la Commission d'Enquête au siège de l'enquête, en mairie de REIMS, soit encore par voie électronique à : ddt-seepr-icpe@marne.gouv.fr.

I.4 les avis recueillis préalablement à l'enquête publique

L'article R 222-21 du Code de l'Environnement dispose que ce projet de plan doit être soumis pour avis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) du Département. Il doit ensuite être soumis pour avis aux organes délibérants des communes, des établissements de coopération intercommunale dont le territoire est inclus dans le périmètre du plan.

Le plan, éventuellement modifié pour tenir compte des avis ci-dessus, est ensuite soumis à enquête.

-Avis du CODERST en date du 11 Septembre 2014

L'avis du CODERST a été obtenu par extrait du procès-verbal de sa réunion du 11 Septembre 2014.

La commission a émis un avis favorable à l'unanimité.

Les autres autorités ont été consultées par courrier du 27 Octobre 2014. Les avis suivants ont été recueillis :

Avis du 09 Décembre 2014 de la Commune de BEZANNES

Cet avis est favorable. Des réserves sont toutefois émises relativement à l'impact financier des actions à entreprendre par les collectivités. Il est demandé que les actions tiennent compte de l'équilibre des finances publiques, qu'elles n'obèrent pas le dynamisme du tissu économique ni les possibilités d'extensions urbaines, tout en assurant la cohabitation des divers moyens de transports.

Il est proposé la création d'un groupe de travail sur l'impact financier et l'optimisation des indicateurs de suivi.

Les réponses proposées par le porteur du projet de plan de protection de l'atmosphère (voir l'annexe de la pièce 4 du dossier d'enquête) sont de nature à prendre en compte ces préoccupations : comité de suivi des indicateurs prévu, mise en œuvre progressive du PPA, aucune interdiction à l'urbanisation moyennant des études préalables.

Avis du 15 Décembre 2014 de REIMS-METROPOLE :

Idem avis précédent.

Avis du 17 Décembre 2024 de la Ville de REIMS :

Idem avis précédent.

Avis du 15 Janvier 2015 de la Commune de TAISSY :

Idem avis précédent.

Avis du 19 Janvier 2015 de la Commune de SILLERY :

Idem avis précédent.

Avis du 19 Janvier 2015 du Syndicat Mixte du Nord Rémois :

Idem avis précédent.

Avis du 20 Janvier 2015 de la Commune de SAINT-BRICE-COURCELLES :

Idem avis précédent.

Avis du 27 Janvier 2015 de la Chambre d'Agriculture de la Marne :

Avis favorable. La CA estime que la fiche AGRI1 comporte une série de recommandations dont la description est prématurée. Elle souhaite également la suppression de certains indicateurs qui sont, de son point de vue, soit non pertinents, soit difficiles à obtenir.

Le porteur de projet indique qu'il tiendra compte de ces souhaits, sachant que les groupes de travail pourront préciser les actions et les indicateurs.

Avis du 22 Janvier 2015 de la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie :

Remarques : Elle indique qu'elle agit déjà sur certains sujets liés aux actions du PPA. Elle appelle toutefois l'attention sur le fait que ses moyens diminueront à compter du 31 Mars 2015.

Avis du 28 Janvier 2015 de l'Association VEL'OXYGEN :

Remarques sur les différentes fiches et la liste des indicateurs. Insiste sur la nécessité légale d'étudier la mise en œuvre d'itinéraires cyclables dans tout projet urbain. Demande d'inscrire cette obligation dans les fiches et de durcir les actions en imposant des voies cyclables ou piétonnes lors de tout aménagement commercial.

Le porteur du PPA expose les suites qu'il est possible de réserver à ces demandes visant à la promotion des déplacements en modes doux.

Avis du 26 Janvier 2015 du Conseil général de la Marne :

Favorable avec la réserve que l'action imposant la réalisation d'un PDE (Plan de Déplacement des Entreprises) de plus de 100 salariés passe de « réglementaire » à « incitatif ».

Le porteur du PPA indique qu'il convient de respecter les dispositions législatives en la matière.

Avis du 06 Novembre 2014 de la Commune de BETHENY :

Favorable.

Avis du 21 Novembre 2014 de la Commune de CERNAY-LES-REIMS :

Favorable.

Avis du 01 Décembre 2014 de la Commune de CORMONTREUIL :

Favorable.

Avis du 26 Janvier 2015 de la Commune de TINQUEUX :

Favorable.

Avis du 12 Décembre 2014 de la commune de SAINT-LEONARD :

Favorable.

Avis du 27 Janvier 2015 de la Région CHAMPAGNE-ARDENNE :

Favorable. Elle indique qu'elle participera au financement des actions dans le champ des dispositifs en vigueur.

Les autres autorités consultées n'ont pas transmis d'avis :

Communes de PRUNAY, PUISIEULX, TROIS-PUITS, VILLERS-AUX-NŒUDS, CHAMPFLEURY, CHAMPIGNY.

SIVU-ACTIFAAR, SIABAVE, SIEM, SIVU gestion forestière de la Charmoise, Syndicat Mixte de réalisation du Fond de la Cuche, SIEPRUR, Syndicat Mixte de transport suburbain de Reims, Syndicat Mixte de réalisation et de gestion du Parc Naturel Régional de la Montagne de

L'avis du CODERST figure en pièce N°3 du dossier d'enquête, les autres avis, ainsi que les réponses qui peuvent être apportées par le porteur du projet de PPA, sont récapitulés en pièce N°4 du dossier d'enquête.

CHAPITRE II : ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

DOSSIER E 15000042/51

DREAL, porteuse du projet, pour organiser la réunion de concertation préalable prévue par l'article L 123-9 du Code de l'Environnement.

Cette réunion s'est tenue le 01 Avril 2015 dans les locaux de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, 47, Rue KELLERMANN à CHALONS-EN-CHAMPAGNE, en présence des 3 commissaires enquêteurs titulaires, du cadre responsable à la DDT du lancement de l'enquête, et du cadre de la DREAL responsable du projet de PPA.

La Commission a ainsi pu prendre connaissance du contenu du projet et de la spécificité de la procédure.

Le calendrier de l'enquête a également été défini, avec les dates et lieux de permanences et la répartition de celles-ci entre les 3 commissaires.

II.1.3 Permanences des Commissaires Enquêteurs

Le calendrier des permanences a été établi comme suit, les noms des commissaires tenant compte après enquête de la tenue réelle des permanences :

Dates	Heures	Communes	Commissaires
LUNDI 18/05/2015	10h00 à 12h00	REIMS Ouverture	E.SYGUT
JEUDI 28/05/2015	10h00 à 12h00	PRUNAY	F.ROUALET
MERCREDI 03/06/2015	16h00 à 18h00	BEZANNES	I.LENGELLE
SAMEDI 06/06/2015	10h00 à 12h00	REIMS	F.ROUALET
VENDREDI 12/06/2015	10h00 à 12h00	BETHENY	F.ROUALET
MERCREDI 17/06/2015	16h00 à 18h00	SILLERY	I.LENGELLE
VENDREDI 19/06/2015	14h00 à 16h00	REIMS Clôture	E.SYGUT

En dehors de ces permanences, le dossier a été tenu à la disposition du public durant toute la durée de l'enquête dans les 16 communes concernées par l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies.

II.2 Information du Public - Publicité

II.2.1 Par voie de presse

Les avis de publicité sont parus dans le journal L'UNION et le journal LA MARNE AGRICOLE :

en première insertion, l'UNION édition du 29/04/2015 et MARNE AGRICOLE édition du 01/05/2015 (**annexe 2**)

en deuxième insertion, l'UNION édition du 22/05/2015 et MARNE AGRICOLE édition du 22/05/2015 (**annexe 3**)

II.2.2 Par affichage

L'enquête a été annoncée dans les 16 communes concernées par le projet au moyen d'avis apposés sur les panneaux d'affichage officiels des mairies.

Ces avis ont été placardés aux bons soins des maires, quinze jours avant le début de l'enquête, et durant toute la durée de l'enquête.

Des avis ont également été placardés dans les mêmes conditions de dates, aux bons soins de la DREAL, à la Sous-Préfecture de REIMS et au siège de REIMS-METROPOLE.

Sur les lieux de leurs permanences, les commissaires enquêteurs ont pu vérifier que les avis étaient bien présents.

En outre, l'accomplissement de cette formalité sera certifié par chaque maire concerné par une attestation signée adressée au Préfet.

II.2.3 Par voie électronique

Le dossier comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet a été téléchargeable sur le site internet de la DREAL.

L'avis d'enquête a été également publié sur le site internet des services de l'Etat : www.marne.gouv.fr.

II.3 Recueil des observations du Public

II.3.1 Consultations au cours des permanences en Mairies :

Durant les permanences, aucune visite n'a été enregistrée dans les communes de BEZANNES, BETHENY et SILLERY.

A **PRUNAY**, un seul visiteur le 28 Mai 2015 durant la permanence de M. ROUALET.

M. COILLIOT Patrick a annoté le registre (voir photocopie du registre en **annexe 4** PV de synthèse) de questions résumées comme suit :

FICHE Agri2 prévoyant le passage des engins agricoles au banc d'essai moteur.

Comment adapter cette mesure aux engins anciens encore présents dans de nombreuses exploitations et qui sont régulièrement utilisés ?

Même remarque pour les engins de collection.

A REIMS, 3 visiteurs se sont présentés le 19 Juin 2015 durant la permanence de M. SYGUT :

-M. Sylvain VILLIERE, Directeur du Développement Durable à REIMS-METROPOLE, a remis une lettre de la Présidente de REIMS METROPOLE comprenant 2 pages et une annexe de 4 pages (voir photocopie en **annexe 4**) dont le contenu peut se résumer comme suit :

La Présidente de REIMS-METROPOLE précise la délibération du 15/12/2014 dont les remarques n'ont pas été reprises dans le projet de PPA.

- 1) La fiche URBA1 limitera les possibilités d'urbanisation en milieu urbain, en contradiction avec les objectifs de lutte contre l'étalement urbain. Propose de remplacer les 2 paragraphes suivants « limiter l'urbanisation (en particulier des établissements sensibles comme les crèches, écoles, maisons de retraite...) à proximité des grands axes routier etc... » et « restreindre l'implantation d'installations qui ajouteraient des émissions supplémentaires dans une zone déjà défavorisée etc... » par :
«favoriser une meilleure utilisation de l'espace urbain, privilégiant la proximité, la mixité fonctionnelle et l'offre de transports collectifs, pour diminuer les émissions de polluants atmosphériques ».*
- 2) Fiche T4.3 retrofit : l'incidence financière pour le concessionnaire de transport urbain n'est pas compatible avec les équilibres financiers de délégation de service public pour une efficience technique sans retour d'expérience.*
- 3) Fiche T1 « PDU ». Propose de supprimer la diminution de 10% du kilométrage parcouru pour une diminution escomptée de 11%, à remplacer par « le PDU devra contribuer à une baisse de 11% des émissions de NO2 »*
- 4) Les fiches IND1 et IND2 se traduiraient par le classement d'installations existantes à enjeux l'usine d'incinération des ordures ménagères (UIOM) et la chaufferie bois qui la complète depuis 2012. Ces équipements sont encadrés par des arrêtés préfectoraux qui fixent le dispositif de surveillance des émissions atmosphériques. Les investissements récents pour la mise aux normes ont coûté 10M€. De nouveaux investissements risquent de fragiliser les contrats de délégation de service public, et d'induire des surcoûts sur les charges locatives liées au réseau de chaleur.
REIMS-METROPOLE demande que les fiches IND1 et IND2 précisent que la chaufferie bois et l'UIOM ne sont pas comprises dans les industries à enjeux.*
- 5) REIMS METROPOLE souhaite connaître le processus décisionnel du comité de suivi et les possibles aides de l'Etat ainsi que les conditions d'octroi.*

M. Claude MAIREAUX (Président de MARNE NATURE ENVIRONNEMENT et Vice-Président de ECO CITOYEN REMOIS) a annoté le registre (voir copie en **annexe 4**) d'une observation se résumant comme suit :

Le PPA est pavé de bonnes intentions. Les rémois sont soumis à une triple pollution, l'air, l'eau, l'alimentation. Concernant l'air, on constate que les mesures de circulation récente vont à l'encontre des souhaits de diminuer les émissions, en ne limitant ni le nombre, ni la vitesse des véhicules, notamment poids lourds, sur l'autoroute urbaine.

On ne promeut pas les déplacements en modes doux, on ne réalise pas de pistes cyclables, on n'incite pas les entreprises à mettre en place des PDE.

La question de la pollution de l'air par les agriculteurs, relevée par ATMO CHAMPAGNE-ARDENNE, ne fait pas l'objet de mesures de réduction suffisante.

La population devrait être plus étroitement associée au nom d'une démocratie participative à définir et à développer.

Mme Yvette PARISOT (pas de mention de sa qualité) annote le registre de la mention suivante :

Tout à fait d'accord avec ces observations de MARNE NATURE ENVIRONNEMENT

II.3.2 Consultations hors permanences, annotées sur registres : NEANT

II.3.3. Observations reçues par courrier postal : NEANT

II.3.4. Observations reçues par voie électronique :

Un seul message : celui de l'ASSOCIATION REMOISE DU MOUVEMENT NATIONAL DE LUTTE POUR L'ENVIRONNEMENT reçu le 18 Juin 2015 qui transmet une lettre du même jour (voir copie en **annexe 4**).

Le MNLE estime prioritaire :

- de perfectionner le dispositif de filtrage des usines d'incinération, des chaufferies municipales, et d'autres entreprises
- de ne pas favoriser la circulation des véhicules produisant des gaz toxiques
- de soutenir ATMO qui évalue en temps réel les risques liés à la pollution, afin de cibler les origines et les impacts des particules en cause, pour définir les mesures de prévention adaptées.

II.3.5. Nombre des observations formulées et synthèse

En résumé, quatre (4) personnes sont venues consulter les dossiers durant les 33 jours d'enquête. Ces visites se sont traduites par trois annotations faites en présence d'un commissaire enquêteur (M. COILLIOT, M. MAIREAUX et Mme PARISOT) et la remise d'une lettre (de la Présidente de REIMS METROPOLE).

Une lettre (celle de l'Association MNLE) est parvenue par voie électronique.

.....

CHAPITRE III : ANALYSE DES OBSERVATIONS

Le Président de la Commission a pu être en possession des 5 registres d'enquête le 20 Juin 2015.

Dès réception, il a organisé avec ses collègues titulaires l'analyse des observations du public recensées à la clôture de l'enquête.

Le procès-verbal de synthèse réglementaire a été rédigé à partir du 22 Juin 2015. Le Président de la Commission a rencontré le responsable du projet de PPA, M. DESRUMEAUX, le 24 Juin 2015 à la DREAL, pour commenter les résultats de l'enquête et lui remettre le PV de synthèse, daté du même jour.

Ce procès-verbal figure en **annexe 4** au présent rapport.

Le responsable du projet a transmis au Président de la Commission d'Enquête les observations qu'appelait de sa part ce procès-verbal par un rapport en réponse du 06 Juillet 2015 reçu par voie électronique le 08 Juillet 2015 (**annexe 5**).

Les membres titulaires de la commission d'Enquête se sont réunis à CHALONS-EN-CHAMPAGNE le 10 Juillet 2015 pour analyser les observations, propositions ou contre-propositions du public, ainsi que le rapport en réponse de la DREAL.

L'auteur du rapport en réponse a choisi de traiter les observations, propositions ou contre-propositions recueillies au cours de l'enquête en les regroupant par thèmes ou actions du projet de PPA.

La commission d'enquête a jugé pertinente cette manière de procéder et a adopté le même plan pour formuler ses avis. Les remarques évoquées sont transcrites ci-dessous selon les termes employés dans le procès-verbal de synthèse du 24 Juin 2015. Les réponses de la DREAL, qui figurent in extenso en annexe 5 au présent rapport, sont simplement synthétisées par la commission avant d'étayer sa position.

THEME URBANISME :

Remarque de REIMS METROPOLE du 19 Juin 2015 : fiche URBA 1 « définir les attendus minimaux relatifs à la qualité de l'air dans les documents d'urbanisme :

La fiche URBA1 limitera les possibilités d'urbanisation en milieu urbain, en contradiction avec les objectifs de lutte contre l'étalement urbain. Propose de remplacer les 2 paragraphes suivants « limiter l'urbanisation (en particulier des établissements sensibles comme les crèches, écoles, maisons de retraite...) à proximité des grands axes routiers etc... » et « restreindre l'implantation d'installations qui ajouteraient des émissions supplémentaires dans une zone déjà défavorisée etc... » par : «favoriser une meilleure utilisation de l'espace urbain, privilégiant la proximité, la mixité fonctionnelle et l'offre de transports collectifs, pour diminuer les émissions de polluants atmosphériques ».

Réponse de la DREAL : cette fiche ne va pas à l'encontre des objectifs de contrôle de la consommation d'espace et de densification du milieu urbain. La DREAL accepte de revoir la formulation de la fiche, en précisant que les documents d'urbanisme prendront en compte les

intentions d'une meilleure utilisation de l'espace urbain, la mixité fonctionnelle et l'offre de transport collectif, pour diminuer les émissions de polluants atmosphériques.

Concernant la proposition de restreindre l'implantation d'installations qui ajouteraient des émissions supplémentaires dans une zone déjà défavorisée du point de vue de la qualité de l'air, la DREAL précise que l'objectif de la fiche est de prescrire seulement l'étude de cette disposition, afin d'inviter à prendre en compte les effets cumulatifs pour éviter la surexposition des populations où les émissions sont déjà importantes.

Position de la commission d'enquête :

Les réponses de la DREAL précisent le sens de la fiche, la nouvelle rédaction répondant quant à l'esprit, aux préoccupations exprimées par REIMS METROPOLE.

Toutefois, concernant la crainte de REIMS METROPOLE au regard du paragraphe « limiter l'urbanisation..... », la commission estime que la modification proposée ne répond pas suffisamment clairement à la question posée.

Elle estime qu'une nouvelle rédaction de ce paragraphe du type « limiter l'implantation des établissements sensibles comme.....à proximité des axes routiers » permettrait d'être plus précis au regard des objectifs du PPA.

Concernant la restriction d'implantation d'installations polluantes, la commission estime que l'évaluation comparée de scénarios d'urbanisation, telle que proposée, est de nature à définir l'approche du meilleur équilibre possible entre l'objectif poursuivi par le PPA, de protection de la santé, et les enjeux économiques et environnementaux.

THEME TRANSPORT :

Remarque de REIMS METROPOLE du 19 Juin 2015 : fiche T4.3 « étudier la mise en place des systèmes de rétrofit sur les bus de REIMS » :

Fiche T4.3 rétrofit : l'incidence financière pour le concessionnaire de transport urbain n'est pas compatible avec les équilibres financiers de délégation de service public pour une efficacité technique sans retour d'expérience.

Réponse de la DREAL :

Les véhicules de transport collectif les plus anciens sont les plus polluants. Afin d'éviter leur renouvellement immédiat, il est proposé de recourir au rétrofit en procédant en 2 étapes selon le dispositif prévu dans la fiche : étude de la faisabilité dans un premier temps, ensuite mise en place du rétrofit sur les véhicules recensés comme les plus polluants.

L'action prévue dans la fiche n'envisage qu'une étude qui pourra se traduire in fine par une opération technique, en intégrant la faisabilité économique.

Position de la commission d'enquête :

La commission d'enquête estime que le plan d'action proposé dans la fiche permet de concilier les préoccupations technico-financières de la collectivité et l'objectif du PPA.

Remarque de REIMS METROPOLE du 19 Juin 2015 : fiche T1 « diminuer de 11% les émissions d'azote du transport routier du PDU »

Fiche T1 « PDU ». REIMS METROPOLE propose de supprimer la diminution de 10% du kilométrage parcouru pour une diminution escomptée de 11%, à remplacer par « le PDU devra contribuer à une baisse de 11% des émissions de NO2 »

Réponse de la DREAL :

La DREAL indique qu'elle prend en compte cette proposition et modifiera la fiche T1 en conséquence.

Position de la commission d'enquête :

La commission en prend acte.

Remarques de M. Claude MAIREAUX, Président de Marne Nature Environnement et Vice-Président de ECO CITOYEN REMOIS du 19 Juin 2015 (remarque identique de Mme Yvette PARISOT) :

- 1) *L'association constate que les mesures de circulation récente vont à l'encontre des souhaits de diminuer les émissions, en ne limitant ni le nombre, ni la vitesse des véhicules, notamment poids lourds.*

Réponse de la DREAL :

Le projet de PPA contient plusieurs actions relatives à la diminution des émissions atmosphériques liées au transport : réduction de 11% des émissions de NO2 dans le PDU, vigilance sur certains axes routiers (fiche T1), promotion de la charte « Objectif CO2 (fiche T4.2).

Position de la commission d'enquête :

La commission d'enquête constate que le projet de PPA est de nature à limiter le nombre des véhicules dans l'agglomération, et leur vitesse. Toutefois, il appartiendra aux différents acteurs de mettre en œuvre les actions proposées pour y parvenir.

La commission note que la puissance publique n'a pas attendu la publication du PPA pour abaisser la vitesse autorisée sur la traversée urbaine de l'autoroute de 110 à 90 km/h.

- 2) *L'association déplore un manque de promotion des déplacements doux, et un manque d'incitation des entreprises à mettre en place des PDE*

Réponse de la DREAL :

La fiche T2.1 fait la promotion du vélo et de la marche à pied, avec développement du schéma des voies cyclables sur l'ensemble des communes.

La fiche T3 oblige toute personne morale employant plus de 100 salariés de mettre en œuvre un PDE. Cette mesure est réglementaire et emporte donc l'obligation de mise en œuvre.

Position de la commission d'enquête :

La commission estime que les mesures prévues par le PPA répondent à la préoccupation de MARNE NATURE ENVIRONNEMENT, sous réserve d'être portées par tous les acteurs concernés.

Remarques de Mme Chantal COURDIER de l'Association Rémoise du Mouvement National de Lutte pour l'Environnement :

L'association estime qu'il est prioritaire de ne pas favoriser la circulation des véhicules produisant des gaz toxiques (particules fines en particuliers)

Réponse de la DREAL :

C'est bien l'objectif du PPA. Les actions prévues dans les fiches T1 « diminuer de 11% les émissions en dioxyde d'azote du transport routier par le PDU », T2.1 « promouvoir la pratique du vélo et de la marche à pied », T2.2 « appuyer les associations ou entreprises souhaitant mettre en place une démarche de covoiturage ou d'auto partage », T3 « obliger les principaux pôles générateurs de trafic à réaliser un plan de déplacement (PDE) », T4.1 « encourager le développement des véhicules basses émissions », T4.2 « promouvoir la charte CO2 », T3 « étudier la mise en place de systèmes de retrofit sur les bus », répondent aux préoccupations de l'association.

Position de la commission d'enquête :

La commission estime que la réponse est satisfaisante.

THEME INDUSTRIE :

Remarques de REIMS METROPOLE du 19 Juin 2015 : fiche IND 1 et IND 2

Les fiches IND1 et IND2 se traduiraient par le classement d'installations existantes à enjeux l'usine d'incinération des ordures ménagères (UIOM) et la chaufferie bois qui la complète depuis 2012. Ces équipements sont encadrés par des arrêtés préfectoraux qui fixent le dispositif de surveillance des émissions atmosphériques. Les investissements récents pour la mise aux normes ont coûté 10M€.

De nouveaux investissements risquent de fragiliser les contrats de délégation de service public, et d'induire des surcoûts sur les charges locatives liées au réseau de chaleur.

REIMS-METROPOLE demande que les fiches IND1 et IND2 précisent que la chaufferie bois et l'UIOM ne sont pas comprises dans les industries à enjeux.

Réponse de la DREAL :

La DREAL estime que l'usine d'incinération et la chaufferie bois ne peuvent être exclues du PPA, car le plan ne peut favoriser certaines installations à enjeux par rapport à d'autres. Les installations en question étant récentes, les visites à venir par l'inspection des installations classées ne devraient pas se traduire par une obligation de travaux à réaliser prochainement.

Position de la commission d'enquête :

La commission d'enquête estime que les 2 installations citées par REIMS METROPOLE n'ont pas à être traitées différemment des autres, au regard de l'ambition du PPA de réduire les émissions polluantes nocives à la santé. Le dispositif progressif de mise en œuvre doit permettre à la collectivité de concilier les objectifs du PPA et ses impératifs financiers.

Remarque de Mme Chantal COURDIER de l'Association Rémoise de MNLE :

Le MNLE estime prioritaire de perfectionner le dispositif de filtrage des usines d'incinération, des chaufferies et d'autres entreprises.

Réponse de la DREAL :

La mise en place de dispositifs de traitement sera étudiée à travers l'analyse technico-économique qui devra être réalisée dans le cadre de la nouvelle réglementation pour les installations classées.

Position de la commission d'enquête :

La commission prend acte de ce dispositif à caractère réglementaire.

THEME AGRICULTURE :

Remarque de M. COILLIOT du 28 Mai 2015 : fiche Agri 2

*FICHE Agri2 prévoyant le passage des engins agricoles au banc d'essai moteur.
Comment adapter cette mesure aux engins anciens encore présents dans de nombreuses exploitations et qui sont régulièrement utilisés ?
Même remarque pour les engins de collection.*

Réponse de la DREAL :

Les engins de collection ne sont pas concernés, compte tenu du caractère occasionnel de leur utilisation. Les véhicules agricoles anciens peuvent passer au banc moteur sans dépense excessive : c'est sur ce type de véhicules que l'exercice est le plus efficace.

Position de la commission d'enquête :

Il lui paraît utile que les véhicules les plus anciens, a priori les plus pollués, fassent l'objet de mesures visant à améliorer leurs performances par simple réglage du moteur.

Elle estime qu'à l'instar des véhicules de transport en commun, les véhicules agricoles quels qu'ils soient doivent également participer à l'effort de réduction de la pollution et donc suivre les recommandations de la fiche Agri 2 pour un passage au banc d'essai moteur.

Remarque de M. Claude MAIREAUX président de MARNE NATURE ENVIRONNEMENT du 19 Juin 2015 (id Mme Yvette PARISOT) :

La question de la pollution de l'air par les agriculteurs ne fait pas l'objet de mesures de réduction suffisante.

Réponse de la DREAL :

La pollution agricole sera traitée par un travail sur les engins agricoles (fiche Agri1) et par une étude spatio-temporelle sur les types de pollutions suivant les périodes de l'année (fiche Agri2). Il s'agit d'une donnée mal connue à étudier pour évoluer sur le sujet.

Position de la commission d'enquête :

La commission prend acte de ce début d'exploration de ce sujet important.

THEME: DIVERS

Remarque de M. Claude MAIREAUX, président de MARNE NATURE ENVIRONNEMENT (id Mme Yvette PARISOT) :

La population devrait être plus étroitement associée au nom d'une démocratie participative à définir et à développer.

Réponse de la DREAL :

Le projet de PPA a été élaboré en collaboration avec les institutionnels, les professionnels et le tissu associatif, dans le respect de la législation en vigueur. Sa mise en œuvre sera suivie par un comité réunissant 5 collèges comprenant des représentants de l'Etat, des collectivités, des associations, du monde économique et d'experts, qui auront à veiller à la bonne mise en œuvre du plan.

Position de la commission d'enquête :

La commission constate que les concertations et consultations prévues par la réglementation actuelle ont été respectées. Cette réglementation ne prévoit pas, en l'état actuel des choses, de participation de la population telle que souhaitée par M. MAIREAUX. L'enquête publique pouvait être un moyen à la population de s'exprimer. Force est de constater que le public s'est très peu mobilisé.

La commission note que l'association n'a pas mobilisé ses adhérents, ni la population pour appuyer ses observations. Elle regrette que l'association ait attendu le dernier jour pour formuler son avis, le public ne pouvant de ce fait en prendre connaissance.

Elle pense qu'un des moyens dont disposait l'association en termes de participation démocratique à l'enquête publique aurait été de rédiger très tôt son avis sur les registres mis à disposition, pour alimenter le débat.

Remarque de Mme Chantal COUDRIER de l'association Rémoise du MNLE :

L'association estime prioritaire de soutenir ATMO qui évalue en temps réel les risques liés à la pollution, afin de cibler les origines et les impacts des particules en cause, pour définir les mesures de prévention adaptées.

Réponse de la DREAL :

ATMO est une association soutenue par l'Etat, les collectivités et les industriels (par le biais de taxes liées à la pollution), et fait partie intégrante du projet de mise en place du PPA et de son suivi.

La commission prend bonne note de la réponse.

Remarque de REIMS METROPOLE du 19 Juin 2015 :

REIMS METROPOLE souhaite connaître le processus décisionnel qui déterminera la mise en œuvre effective des mesures, les possibles aides de l'Etat ainsi que les conditions d'octroi.

Réponse de la DREAL :

Le PPA s'appliquera dès qu'il sera arrêté par le Préfet de Région. Certaines fiches mentionnent les délais de mise en œuvre. Le comité de suivi aura pour objectif de suivre l'avancement et l'évolution de l'ensemble des actions du PPA.

Quant aux aides de l'Etat, la DREAL a informé REIMS METROPOLE de l'appel à projet villes respirables du 2 Juin 2015 qui s'adresse aux collectivités couvertes par un PPA. Cet appel à projet est une opportunité concrète de financement des actions du PPA.

Position de la commission d'enquête :

La commission d'enquête prend bonne note de ces informations.

000

TITRE II : CONCLUSIONS MOTIVEES DE LA COMMISSION D'ENQUETE

Le projet de Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de l'Agglomération Rémoise, objet de la présente enquête publique, s'inscrit dans le contexte de la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 Décembre 1996 (dite loi LAURE) codifiée aux articles L220-1 et suivants du Code de l'Environnement.

En reconnaissant le droit de chacun de respirer un air qui ne nuise pas à la santé, la loi réglemente la surveillance de la qualité de l'air, la soumet à des obligations et organise la surveillance.

C'est dans le cadre de cette surveillance et de suivi de la qualité de l'air, par un organisme agréé, ATMO Champagne-Ardenne, que, concernant l'agglomération rémoise, ont été plus particulièrement identifiés 2 polluants réglementés dont les impacts sanitaires sont reconnus (asthme, allergies, maladies respiratoires ou cardio-vasculaires, cancers) : il s'agit des poussières de diamètre inférieur à 10µm (PM10) et le dioxyde d'azote (NO2).

La loi dispose qu'un plan de protection de l'atmosphère (PPA) doit être réalisé dans les agglomérations de plus de 250000 habitants, et pour les zones dont les normes de qualité spécifiées à l'article L221-1 du Code de l'Environnement sont dépassées ou risquent de l'être.

Plusieurs dépassements des valeurs limites réglementaires ayant été enregistrés depuis 2010, le Préfet a prescrit, par arrêté du 22 Octobre 2012, l'élaboration d'un PPA, sur un périmètre comprenant 16 communes.

Le dossier présenté est organisé de la façon suivante :

- Première partie : contexte réglementaire, présentation de l'enjeu sanitaire, éléments de choix du périmètre, place du PPA au regard des autres documents de planification (plan de déplacement urbain, PLU, SCOT, schéma régional climat air énergie, plan régional santé environnement, plan local de l'habitat, agenda 21, charte du pays rémois).
Il est indiqué que le plan de déplacement urbain (PDU) est le document qui présente le lien le plus direct avec le PPA, par le biais de préconisations apportées sur le secteur des transports par un objectif de réduction des émissions.
La prise en compte de la qualité de l'air peut être renforcée dans les autres documents cités en privilégiant une approche transversale (transport et mobilité, aménagement et urbanisme, résidentiel et tertiaire....)
- Deuxième partie : diagnostic du territoire : informations générales sur le territoire du PPA, nature et évolution de la pollution atmosphérique.
- Troisième partie : les objectifs du PPA : évolution prévisible de la qualité de l'air, objectifs proprement dits.
- Quatrième partie : actions du PPA : leviers d'action, actions prises en compte dans le PPA, évaluation des impacts attendus, modalités de suivi, fiches-actions.

Le dossier s'appuie sur des arguments étayés par des mesures scientifiques et par des analyses de la situation de l'agglomération rémoise en termes d'occupation des sols, d'infrastructures routières et ferroviaires, d'existence d'industrie de transport, de modes d'exploitation des zones agricoles, etc...

Les leviers d'action sont définis par secteur d'activité :

- Agriculture : travail des terres (moissons, engrais...), engins agricoles, bâtiments agricoles (chauffage), élevage, brûlage.
- Bâtiment : résidentiel et tertiaire : chauffage des bâtiments, production eau chaude, cuisson, utilisation domestique de solvants, peintures, feux de jardins.
- Energie : production, transformation et distribution de l'énergie.
- Industrie : combustion et procédés de production dans l'industrie manufacturière, chantiers, carrières.
- Transport routier : véhicules routiers : échappement, abrasion des pneus, freins, routes, remise en suspension, évaporation de carburant.
- Autres transports : ferroviaire, fluvial, aérien, modes doux.

Les actions elles-mêmes sont classées en plusieurs secteurs:

- Actions transport et urbanisme (9)
- Actions agriculture et chauffage résidentiel/tertiaire (7)
- Actions industrie (4)
- Actions transversales (3)

Chacune d'elle est rattachée à un mode de réalisation :

- Actions réglementaires (10) relevant de la compétence de l'Etat (Préfet) et des maires.
- Actions volontaires et incitatives (7) s'adressant aux industriels, aux collectivités et aux citoyens
- Actions d'accompagnement (6) visant à sensibiliser et informer la population, ou à améliorer les connaissances de la qualité de l'air sur la zone du PPA. Ces mesures précisent également l'existence d'une gestion des épisodes de pollution, les modalités de déclenchement des procédures prévues, le rôle des acteurs, le contenu de l'information à diffuser, les modalités de diffusion, les recommandations et les mesures réglementaires de réduction des émissions de polluants.

Les objectifs en termes de réduction d'émissions polluantes au bout de 5 années d'application du PPA, sont affichés comme suit :

- Transport : -35%
- Résidentiel/tertiaire : -42%
- Agriculture : -13%
- Industrie : -36%

Les travaux d'élaboration du PPA de l'agglomération rémoise ont été lancés début 2013. La rédaction du projet a mobilisé l'ensemble des acteurs concernés par la qualité de l'air sur le périmètre du PPA (élus, industriels, associations).

Un Comité de Pilotage présidé par le Préfet de la Région Champagne-Ardenne a été constitué par arrêté préfectoral du 22 Octobre 2012.

Le même arrêté a mis en place un Comité Technique composé de représentants de l'Etat, de représentants des collectivités territoriales et établissements publics locaux, de représentants des activités contribuant aux émissions, de représentants des associations et personnalité qualifiées.

Le résultat de ces études et réflexions s'est traduit par le projet de PPA qui a été soumis pour avis au Comité Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) qui a émis un avis favorable le 11 Septembre 2014.

Les collectivités et diverses instances ont été consultées en application du Code de l'Environnement par courrier du 27 Octobre 2014.

Sur les 17 avis émis, aucun n'est défavorable. Certains avis émettent des réserves ou des remarques sur lesquelles le responsable du PPA a apporté les réponses qui figurent au dossier. Ces réponses ont été intégrées au dossier avant enquête.

La commission d'enquête estime que les réponses apportées à cette première consultation constituent un équilibre acceptable entre l'objectif général défendu par le projet initial de PPA et la prise en compte des préoccupations particulières des collectivités, des établissements ou des associations consultés.

La commission d'enquête estime que le dossier, ainsi constitué au terme d'un processus de concertation conforme à la réglementation, est bien argumenté et complet au regard de la volonté de réduire les pollutions de l'air. Le calendrier proposé et les modalités de suivi envisagées doivent permettre aux différents porteurs d'actions d'affiner leurs approches du sujet, en particulier au regard des moyens financiers à mettre en place.

La Commission note que la mise en œuvre du PPA sera progressive et concertée.

Le projet a été soumis à l'enquête publique du lundi 18 Mai 2015 au vendredi 19 Juin 2015, dans les 16 communes dont les territoires sont concernés.

Le siège de l'enquête a été fixé en mairie de REIMS.

Un registre d'enquête a été mis à disposition du public dans les mairies de REIMS, PRUNAY, SILLERY, BEZANNES et BETHENY, durant les heures d'ouvertures habituelles des mairies.

Les commissaires enquêteurs ont tenu des permanences dans chacune des 5 mairies citées ci-dessus, selon le tableau mentionné au titre I « Rapport de la Commission d'Enquête ».

Le public a eu la possibilité de s'exprimer valablement pendant les 7 permanences des commissaires enquêteurs, ainsi que durant les heures et dates habituelles d'ouverture des 5 mairies, et par correspondance ou par voie électronique.

Des observations, propositions ou contre-propositions recueillies, la commission d'enquête a établi le compte rendu ci-dessus et formulé ses avis point par point.

Aucun avis défavorable n'a été émis, ni au cours de la consultation préalable, ni au cours de l'enquête.

Les principales observations ou remarques concernent pour certains les contraintes techniques et financières imposées aux acteurs (collectivités, industriels, agriculteurs,...), pour d'autres, le manque d'ambition de ce plan au regard des réductions de trafic notamment poids lourds dans l'agglomération rémoise, de la promotion des modes doux de transport et des pollutions liées à l'activité des agriculteurs.

La commission pense que le projet a été très bien étudié au regard des objectifs poursuivis de préserver la santé des habitants de l'agglomération. Ce premier plan, à mettre en œuvre dans les 5 prochaines années, pourra être complété par d'autres, qui bénéficieront des leçons tirées des premières actions.

Les réponses apportées par la DREAL dans son rapport en réponse sont satisfaisantes selon l'avis de la Commission d'Enquête, qui prend bonne note des modifications de rédaction proposées par le porteur de projet aux fiches URBA1 et T1.

Elle recommande cependant de modifier de façon complémentaire la fiche URBA 1 dans le sens évoqué en page 15.

Pour ces motifs, la Commission d'Enquête émet

UN AVIS FAVORABLE

au projet de Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)

de l'agglomération rémoise (REIMS-METROPOLE)

A CHALONS-EN-CHAMPAGNE, le 17 Juillet 2015

Le Président de la Commission
d'enquête

Membre titulaire

Membre titulaire

Edoire SYGUT

François ROUALET

Ingrid INGELLE

Destinataires : DDT de la Marne (rapport, conclusions, registres et pièces annexées)
Monsieur le Président du Tribunal Administratif. de CHALONS EN CHAMPAGNE

ANNEXES

Annexe 1 : arrêté préfectoral du 10 Avril 2015

Annexe 2 : premières insertions dans la presse

Annexe 3 : deuxièmes insertions dans la presse

Annexe 4 : procès-verbal de synthèse du 24 Juin 2015

Annexe 5: Rapport en réponse de la DREAL daté du 06 Juillet 2015